



## CONVENTION D'ENCAISSEMENT POUR COMPTE DE TIERS PUBLICS

Entre les soussignées :

La Communauté de Communes Ardèche Rhône Coiron dont le siège est situé 10, avenue de la Résistance, 07350 CRUAS, représentée par son Président ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du 12/09/2023 et ci-après désignée par le terme « la CCARC »,

d'une part,

Et :

La Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération dont le siège social est situé 1, avenue Saint Martin, Maison des Services Publics, 26200 MONTELMAR, représentée par son Président ou son représentant, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire n°4.01 du 20 septembre 2023, ci-après désignée par le terme « la CAMA »,

d'autre part,

et ci-après conjointement dénommée « les Parties ».

Etant préalablement exposé :

Il résulte des dispositions de l'article L.1611-7-1-1° du Code général des collectivités territoriales (CGCT) que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, après avis conforme de leur comptable public et par convention écrite, confier à un organisme public ou privé l'encaissement du produit des droits d'accès à des prestations culturelles.

La CCARC, qui gère en régie directe le cinéma Regain situé montée du Château à LE TEIL (07400) et le ciné de Cruas situé place René Cassin à CRUAS (07350), et la CAMA qui gère de la même manière le cinéma Les Templiers situé place du Temple à Montélimar (26200) ont souhaité développer leur partenariat en ce domaine par la mise en place d'une carte d'abonnement commune aux trois (3) cinémas et, dans l'intérêt du service, de recourir au dispositif de l'encaissement de recettes pour le compte de tiers conformément aux articles R.1617-6 et suivants du CGCT et à l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### Article 1 : Objet de la convention

Conformément aux articles L.1611-7-1-1° et R.1617-6 et suivants du CGCT et à l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avance des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, la présente convention a pour objet de préciser les conditions et les modalités de la mise en place d'un mandat :

- d'encaissement confié par la CAMA à la CCARC des recettes perçues par cette dernière auprès des usagers du cinéma Les Templiers utilisateurs de la carte d'abonnement commune aux trois (3) cinémas vendue par la CCARC,
- d'encaissement confié par la CCARC à la CAMA des recettes perçues par cette dernière auprès des usagers des cinémas Regain et ciné de Cruas utilisateurs de la carte d'abonnement commune aux trois (3) cinémas vendue par la CAMA,
- de reversement des recettes ainsi perçues respectivement par la CCARC à la CAMA et par la CAMA à la CCARC.

#### Article 2 : Conditions d'encaissement des recettes

Les recettes encaissées sont celles provenant du tarif de la place appliqué pour la carte d'abonnement commune approuvé conjointement par les Parties.

L'encaissement des recettes en termes de point de vente, de modes d'encaissement, de moyens de paiement... s'effectuera selon les dispositions prévues par l'acte relatif au fonctionnement des régies de recettes concernées, à savoir :

- l'arrêté N°2023-36CPTA du 01/09/2023 pour le cinéma Regain,
- l'arrêté N°2023-37CPTA du 01/09/2023 pour le ciné de Cruas,
- l'arrêté N°2014.01.16D du 02/01/2014 pour le cinéma Les Templiers,

dont une copie figure en annexe des présentes.

Les recettes seront perçues par les régisseurs nommés par l'autorité compétente de chacune des Parties en ce qui la concerne. Une copie de l'acte de nomination de chaque régisseur sera jointe à la présente convention.

La comptabilité des régisseurs précisera l'ensemble des recettes encaissées au titre de la présente convention.

Les modalités d'encaissement des recettes perçues dans le cadre de la vente des cartes d'abonnement suivront l'évolution de l'acte de création des régies respectives de la CCARC et de la CAMA et de l'acte de nomination des régisseurs. Les annexes concernées de la présente convention évolueront en conséquence.

### Article 3 : Modalités de reversement des recettes

Le reversement des recettes correspondant aux places consommées par les usagers sur leur carte d'abonnement et encaissées, compte tenu des cinémas fréquentés, soit par la CCARC pour le compte de la CAMA ou soit par la CAMA pour le compte de la CCARC, s'effectuera par l'intermédiaire des comptes publics respectifs des Parties dans le cadre de flux émis hors régie.

Le reversement se fera via l'émission de titres et de mandats hors régie émis mensuellement par chacune des Parties. A l'appui des pièces comptables seront joints les relevés mensuels de caisse correspondants aux ventes des cartes d'abonnement, extraits du logiciel de billetterie de chaque cinéma.

Un point mensuel avec les tableaux extraits du logiciel de billetterie sera fait entre les responsables des cinémas des Parties afin de s'assurer de la concordance des chiffres et sécuriser les reversements comptables mensuels.

Les cartes d'abonnement en cours de validité à la date de prise d'effet de la présente convention seront à utiliser sur les lieux initiaux d'achat jusqu'à leur date limite de validité.

Si une carte d'abonnement commune arrive au terme de sa validité et dispose de crédit non utilisé ou périmé, le montant restant sera réparti à part égale entre les Parties.

Si un usager perd sa carte d'abonnement commune et sous réserve que les Parties disposent de ses coordonnées (nom, prénom, adresse et téléphone), le crédit restant pourra être transféré sur une nouvelle carte d'abonnement.

### Article 4 : Durée de la convention – Date d'effet

La présente convention est conclue pour une durée de trois (3) ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023.

### Article 5 : Coût de la prestation de mandataire

Les parties conviennent qu'aucune rémunération ne leur sera versée en exécution de la présente convention.

### Article 6 : Modalités de dénonciation ou de résiliation de la convention

L'une ou l'autre des Parties peut décider de mettre un terme à la présente convention à l'issue de chacune de ses périodes annuelles par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre partie au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période annuelle concernée.

Dans le cas où une des Parties manquerait à ses obligations au titre de la présente convention, l'autre partie aura la faculté de résilier la dite convention après mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et restée sans effet

pendant un délai de quinze (15) jours. La résiliation de la convention prendra alors effet à l'issue de ce dernier délai.

#### Article 7 : Différend - Litige

Pour tout différend ou litige qui pourrait survenir entre les Parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le tribunal administratif compétent sera celui du territoire de la partie ayant pris l'initiative de sa saisine.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la CCARC  
Le Président

Pour la CAMA  
Le Président